

COMPTE-RENDU
CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2009

Nombre de Conseillers en exercice : 18 Présents : 15 Votants : 15 Procurations : 0	<i>L'an deux mil neuf, le treize octobre, à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de CHEMERE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul LERAY, Maire.</i>
Convocation : 6 octobre 2009	Présents: M. Jean-Paul LERAY, Maire M. Georges LECLEVE, Bernard CHAZELAS, Jean-Marie GATARD, Jean-Pierre GRANDJOUAN, Adjoint M. MMES Michel GRAVOUIL, Jacques CHEVALIER, Régine CORMIER, Marie-Josèphe BATARD, Eric LOMBREY, Annie BARDOUL, Alice BICZYSKO, Philippe BRIAND, Paul PIPAUD, Michèle FRANCHETEAU, Conseillers municipaux Absents excusés : M. Alain GUILBAUD, Adjoint M. Nicolas BOUCHER, Lionel LESCURAT, Conseillers municipaux A été élu secrétaire de séance : M. Paul PIPAUD

Compte-rendu de la réunion du 9 septembre 2009 : Pas d'observations. Le compte-rendu est adopté à l'unanimité.

Ordre du jour

Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour et propose au Conseil municipal :

- d'y ajouter le point suivant : Travaux extension de la salle de sports (réserve) : Contrôle technique et CSPS,
- de retirer les points suivants faute d'éléments:
 - Marché « Travaux du théâtre » : Avenant,
 - Convention bibliothèque municipale.

Le Conseil municipal donne son accord.

➤ 2009/133 – Délégations de pouvoirs « Marchés publics » : Information

Conformément à la délibération n°2008/45 en date du 22 mars 2008 sur la délégation de pouvoirs au niveau des marchés publics, Monsieur le Maire rend compte au Conseil municipal des décisions prises en vertu de la délégation de pouvoirs sur les marchés publics.

Date du marché	Société	Objet du marché	Montant H.T.
28/08/09	REFLETS (44640 CHEIX EN RETZ)	Travaux de remise en état de l'école publique : dépoussiérage des rideaux ignifugés par aspiration (8 classes), décapage salle plurivalente et désinfection de 3 blocs sanitaires	564,00 €
03/09/09	LASER TROPHEE (44210 PORNIC)	25 coffrets de 2 stylos bois pour mariage	500,00 €
07/09/09	UGAP (44338 NANTES CEDEX)	Acq. 24 poubelles fermées à pédales pour bâtiments publics suite pandémie grippale	297,48 €
21/09/09	FAVREAU DIDIER (44320 ARTHON EN RETZ)	Travaux de construction de toilettes publiques rue de Saint Hilaire : Maçonnerie	8 836,47 €
21/09/09	LOUERAT ROGER (44320 ARTHON EN RETZ)	Travaux de construction de toilettes publiques rue de Saint Hilaire : Electricité	918,90 €
21/09/09	LERAY PASCAL (44680 CHEMERE)	Travaux de construction de toilettes publiques rue de Saint Hilaire : Plomberie	1 279,50 €
30/09/09	SPACE SYSTEM (44700 ORVAULT)	Fauteuils pour le théâtre (197 fauteuils à 177,64 € H.T. – Ce nb sera à réajuster suivant le plan d'implantation des sièges établi par le	34 995,08 €

		fournisseur) Délégation donnée en vertu de la délibération n°2009/125 en date du 09/09/09	
--	--	---	--

➤ 2009/134 – Télétransmission des actes administratifs

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Les services de l'Etat nous sollicitent pour mettre en place la transmission des actes au contrôle de légalité par voie électronique (encore appelée « télétransmission »).

En effet, l'article 139 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a inséré un nouvel alinéa à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) selon lequel la transmission des actes au représentant de l'Etat dans le département « **peut** s'effectuer par voie électronique ». La télétransmission des actes au contrôle de légalité est une FACULTE proposée aux collectivités. Toutefois, si une collectivité opte pour la dématérialisation des actes, elle doit avoir recours à une plateforme de télétransmission **homologuée** susceptible d'assurer l'identification et l'authentification de la collectivité, l'intégrité, la sécurité, et la confidentialité des données.

La télétransmission présente les avantages suivants :

- Une simplification des échanges,
- Des économies (réduction des coûts d'affranchissement, d'impression),
- Un échange sécurisé,
- Un gain de temps résultant d'une accélération des échanges avec la sous-préfecture.

Nous n'avons pas répondu à cette sollicitation, car ce service de télétransmission n'est pas gratuit.

Aujourd'hui, la dématérialisation des procédures est un axe majeur de la modernisation de l'administration à l'échelle du territoire national.

La Communauté de communes Cœur Pays de Retz ayant pris la décision de mettre en place un système de télétransmission, lors du dernier Conseil communautaire, va donc lancer une consultation auprès des entreprises pour trouver un tiers homologué. Il est probable qu'un groupement de commandes entraîne une économie financière.

Il vous est donc demandé de vous prononcer sur la mise en œuvre du dispositif de télétransmission des actes ».

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- de mettre en place la télétransmission des actes administratifs communaux et du CCAS,
- de faire partie du groupement de commandes de la communauté de communes Cœur Pays de Retz,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de télétransmission avec le Préfet de Loire-Atlantique,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien, notamment de signer le marché avec le tiers homologué retenu dans le cadre du groupement de commandes

➤ 2009/135 – Commission consultative communale pour le recensement des exploitations agricoles : Création

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Le recensement de l'agriculture de 2010 se déroulera du 1^{er} septembre 2010 au 30 avril 2011 sur l'ensemble du territoire national.

La première phase de ce recensement consiste à valider la liste des exploitations de chaque commune en croisant divers fichiers administratifs et statistiques.

La qualité du recensement dépendra en partie de cette phase de mise à jour.

A cet effet, il est demandé à chaque commune de constituer une commission consultative communale, comportant des personnes ayant une bonne connaissance du tissu agricole de la commune ».

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide de constituer une commission consultative communale, composée des membres suivants : Jacques CHEVALIER, Alain GUILBAUD et Georges LECLEVE.

➤ 2009/136 – Actualisation tarifs assainissement 2010

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Chaque année, la SAUR nous sollicite pour la révision de nos tarifs d'assainissement. Actuellement, la part de l'abonnement reversé à la commune est fixé à 12,50 Euros et le prix de la surtaxe au m³ à 0,41 Euros. La dernière augmentation a eu lieu le 1^{er} janvier 2009 (5%).

Il vous est proposé d'augmenter les tarifs assainissement de 3 % comme suit :

	Tarifs actuels	Tarifs applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2010
Redevance d'abonnement	12,50 €	12,88 €
Surtaxe au m ³	0,41 €	0,42 €

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents, d'appliquer les tarifs proposés pour application à compter du 1^{er} janvier 2010.

➤ 2009/137 – Poste CAE (Contrat d'accompagnement dans l'emploi) au service administratif: Création

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Dans le cadre du dispositif de contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE), je vous propose de créer un emploi au niveau des services administratifs dans les conditions ci-après, à compter du 1^{er} novembre 2009.

Ce contrat est un contrat aidé, réservé à certains employeurs, en particulier les collectivités territoriales et leurs regroupements.

Ce contrat s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi.

La prescription du contrat d'accompagnement dans l'emploi est placée sous la responsabilité de Pôle emploi pour le compte de l'Etat.

Je vous propose donc de m'autoriser à intervenir à la signature de la convention avec l'Etat et du contrat de travail à durée déterminée, pour une durée de 6 mois, étant précisé que ce contrat peut-être renouvelé deux fois dans la limite de 24 mois, sous réserve du renouvellement préalable de la convention passée entre l'employeur et l'Etat ».

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur et délibéré, à l'unanimité des membres présents :

- décide de créer un poste d'agent administratif pour la gestion des salles et de la communication, dans le cadre d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi.
- précise que ce contrat sera d'une durée initiale de 6 mois renouvelable deux fois dans la limite de 24 mois,
- précise que le contrat de travail est fixé à 24 heures 30 par semaine,
- indique sa rémunération sera fixée sur la base minimale du SMIC horaire multiplié par le nombre d'heures de travail,
- donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien,
- précise que la commune bénéficiera d'une aide mensuelle de l'Etat dans les conditions arrêtées dans le cadre de la convention avec Pôle emploi, ainsi que de l'exonération des cotisations patronales.

➤ 2009/138 – Logement de la Gare

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Dans le contrat de territoire 2006/2008, nous avons obtenu un financement de 60 000,00 € pour l'acquisition du logement de la gare avec un engagement de réaliser 1 ou 2 logements sociaux ou un logement d'urgence.

L'estimation des travaux à effectuer est de l'ordre de 110 000,00 € à 120 000,00 €.

Il vous est demandé de vous prononcer sur l'orientation du logement envisagé : logement social ou d'urgence. Il vous est précisé que dans le cas où nous décidions de réaliser un logement d'urgence, une subvention d'un montant de 45 000,00 € pourrait être accordée au titre du contrat de territoire 2009/2011 sur la ligne « Hydraulique ». ».

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- de réaliser un logement d'urgence,
- de solliciter une subvention auprès du Conseil général au titre du contrat de territoire Cœur Pays de Retz,

- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

➤ **2009/139 – Marché « Travaux d’extension des vestiaires de football » : Attribution et autorisation de signature**

Monsieur le Maire, rapporteur, retrace le déroulement de la consultation des travaux d’extension des vestiaires de football en procédure adaptée.

La Commission d’appel d’offres, réunie cinq fois, propose au Conseil municipal d’attribuer les lots suivants aux entreprises comme suit :

Lot	Dénomination	Entreprise retenue	Montant H.T.	Estimation cabinet BCL Architectes montant H.T.
1	Gros œuvre	PEDEAU (Chéméré – 44680)	58 911,23 €	94 000,00 €
2	Charpente bois	LEDUC (Sainte-Pazanne – 44680)	9 214,22 €	10 000,00 €
3	Couverture tuiles	DUGAST (Les Sorinières – 44840)	10 943,60 €	10 500,00 €
4	Menuiseries extérieures	LEDUC (Sainte-Pazanne – 44680)	24 605,60 €	23 700,00 €
6	Carrelage – Faïence	BALLET (Carquefou – 44470)	14 358,22 €	13 600,00 €
7	Peinture	BRUN Rodolphe (Cheix-en-Retz – 44640)	4 547,92 €	7 400,00 €
8	Plomberie – Sanitaires – Ventilation	GUIHOT Jean-Michel (Arthon-en-Retz – 44320)	36 157,18 €	46 300,00 €
9	Electricité – Chauffage électrique	LOUERAT Roger (Arthon-en-Retz – 44320)	15 874,70 €	19 000,00 €
Montant total du marché			174 612,67 €	

Il est à noter que pour les autres lots (lot 5 « Cloisons sèches » et 2 nouveaux lots : lot 10 « Bardage isolant extérieur » et lot 11 « Equipement de vestiaire (mobilier) »), une nouvelle consultation a été lancée fixant la remise des offres au 26 octobre 2009.

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance de la proposition de la CAO et délibéré, décide à l’unanimité des membres présents :

- d’attribuer les lots aux entreprises tels que mentionnés ci-dessus,
- d’autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés en question,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

➤ **2009/140 – Marché « Travaux d’extension des réseaux d’assainissement des eaux usées – secteurs de la Bride à Mains et de la Pacauderie (17^{ème} tranche) » : Attribution et autorisation de signature**

Monsieur le Maire, rapporteur, retrace le déroulement de la consultation des travaux d’extension des réseaux d’assainissement des eaux usées – secteurs de la Bride à Mains et de la Pacauderie (17^{ème} tranche) – en procédure adaptée.

La Commission d’appel d’offres, réunie trois fois, propose au Conseil municipal d’attribuer les lots suivants aux entreprises comme suit :

Lot	Dénomination	Entreprise retenue	Montant H.T.	Estimation cabinet SCE montant H.T.
1	Réseau de collecte et de transfert	SARC (Le Rheu-35)	216 026,60 €	296 560,20 €
2	Poste de refoulement	BREMAUD EPUR (La Chapelle sur Erdre-44)	37 860,00 €	31 800,00 €
3	Essais préalables à la réception	Société Orléanaise d’assainissement (SOA) (Saint Avertin-37)	6 044,10 €	6 860,60 €
Montant total du marché			259 930,70 €	

Le Conseil municipal, après avoir pris connaissance de la proposition de la CAO et délibéré, décide à

l'unanimité des membres présents :

- d'attribuer les lots aux entreprises tels que mentionnés ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les marchés en question,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

➤ **2009/141 – Budget Commune 2009 : Décision modificative n°2**

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal, le projet de la DM n°2 du budget 2009 de la commune.

Cette DM n°2 s'équilibre, tant en recettes qu'en dépenses, de la façon suivante :

- Section de fonctionnement 29 673,00 €uros
- Section d'investissement : 25 500,00 €uros

Article	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT		
D 60612	4 690,00 €	
D 60632	914,00 €	
D 611	-3 463,00 €	
D 61522	11 165,00 €	
D 61558	2 000,00 €	
D 6156	1 000,00 €	
D 617	2 623,00 €	
D 6251	300,00 €	
D 63512	3 249,00 €	
D 6218	-1 500,00 €	
D 6413	3 875,00 €	
D 64168	4 145,00 €	
D 6451	92,00 €	
D 6453	118,00 €	
D 6454	415,00 €	
D 6474	44,00 €	
D 654	6,00 €	
R 6097		217,00 €
R 6419		2 531,00 €
R 70311		446,00 €
R 70323		913,00 €
R 7336		250,00 €
R 7381		23 559,00 €
R 74832		909,00 €
R 7788		848,00 €
Total section de fonctionnement	29 673,00 €	29 673,00 €
INVESTISSEMENT		
D 2183-118	5 000,00 €	
D 2184-097	45 000,00 €	
D 2184-118	-4 525,00 €	
D 2313-118	-475,00 €	
D 2313-160	500,00 €	
D 2313-164	4 500,00 €	
R 10222		6 030,00 €
R 10223		5 417,00 €
R 1322-076		7 500,00 €
R 1641		6 553,00 €
Total section d'investissement	25 500,00 €	25 500,00 €

Les membres du Conseil municipal, après en avoir délibéré, adoptent à l'unanimité des membres présents, la DM n°2 du budget 2009 de la commune telle qu'elle leur a été présentée par Monsieur le Maire.

➤ **2009/142 – Budget Assainissement 2009 : Décision modificative n°2**

Suite à l'observation formulée par la Trésorière sur une différence de 1 885,63 € entre le solde du compte 16 de la balance comptable du service assainissement et le total des tableaux d'amortissement des banques provenant des écritures passées avant 2001, il est nécessaire de régulariser cette situation en émettant des mandats et titres d'ordre.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal, le projet de la DM n°2 du budget 2009 du service Assainissement.

Cette DM n°2 s'équilibre, tant en recettes qu'en dépenses, de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : 3 301,00 €uros
- Section d'investissement : 3 301,00 €uros

Article	Dépenses	Recettes
FONCTIONNEMENT		
D 023	1 886,00 €	
D 668 (040)	1 415,00 €	
R 768 (042)		3 301,00 €
Total section de fonctionnement	3 301,00 €	3 301,00 €
INVESTISSEMENT		
D 1641 (040)	3 301,00 €	
R 021		1 886,00 €
R 1641 (040)		1 415,00 €
Total section d'investissement	3 301,00 €	3 301,00 €

Les membres du Conseil municipal, après en avoir délibéré, adoptent à l'unanimité des membres présents, la DM n°2 du budget 2009 du service Assainissement telle qu'elle leur a été présentée par Monsieur le Maire.

➤ **2009/143 – Travaux extension de la salle de sports (réserve) : Contrôle technique et CSPS**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Suite au choix du maître d'œuvre pour les travaux d'extension de la salle de sports (réserve), il convient aujourd'hui de choisir les cabinets de contrôle technique et de coordination de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Quatre sociétés ont été consultées sur la base des éléments suivants :

- Montant estimatif des travaux : 40 000,00 € H.T.,
- Surface concernée : 75 m²,
- Durée des travaux : 3 mois,
- Nombre de lots : 4,
- Zone sismique.

SOCIETE	Mission CSPS		Contrôle tech	
	Niveau	Montant H.T.	Mission	Montant H.T.
SARL ATAE (Basse Goulaine - 44115)	Cat. 3 +	840,00 €		
BUREAU VERITAS (Montoir de Bretagne - 44550)	Cat. 3	1 287,00 €	L+LE+SEI+Hand	3 850,00 €
CETE APAVE NORD-OUEST (Saint Herblain - 44803)	N'a pas répondu à la consultation			
DEKRA (anciennement NORISKO) (Saint Herblain - 44819)	Cat. 3	1 020,00 €	L+LE+SEI+Hand	1 850,00 €

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- de retenir respectivement les cabinets ATAE et DEKRA pour les missions de CSPS et de contrôle technique,
- d'augmenter la surface des travaux à 110 m².

➤ **2009/144 – Bourse au permis de conduire : Attribution**

Monsieur Georges LECLEVE, rapporteur, informe les membres du Conseil municipal qu'un dossier de demande de bourse de permis de conduire a été déposé (Dossier n°BPC 2009/1).

La commission technique a émis un avis favorable à ce dossier n°BPC 2009/1 et propose d'accorder une bourse d'un montant de 750,00 € au regard de la situation du jeune.

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- d'accorder une bourse au permis de conduire d'un montant de 750,00 € au dossier n°BPC 2009/1,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

➤ **Divers**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal que suite au dépôt d'une pétition sur les bruits intempestifs dans le bourg, une réunion publique avec les personnes concernées et les autres habitants du centre bourg est proposée le 21 octobre à 19H30 à la salle municipale avec les services de la gendarmerie

Monsieur Jean-Pierre GRANDJOUAN donne lecture des documents d'urbanisme et des renonciations ou non au droit de préemption urbain :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Année	N° dossier	Adresse du bien	Section	N°	Superficie totale	Exercice droit de préemption
2009	21	8 rue des Chaumes	G	1 094	760 m²	Non
2009	22	15 rue des Sables	G	1 120	1788 m²	Non
2009	23	44 rue du Brandais	G	2 746	734 m²	Non

PERMIS DE CONSTRUIRE

N°	Date dépôt	Demandeur	Adresse	Réf cad	Objet
A 1021	10/09/2009	GINEAU Jean-Paul	2 Le Breil	G 808	Maison habitation
A 1022	10/09/2009	AMICE Jean-Pierre	44Bis rue du Brandais	G 2747	Maison habitation
A 1023	10/09/2009	Transport Electricité Ouest	CHEMERE	E 154	Remplacement du support n°97
A 1024	25/09/2009	TAURY Sébastien et LAMBERT Charlène	3 Rue du Clos Gris	F 535p	Réhabilitation bâtiment en habitation
A 1025	26/09/2009	RODILLA Manuel et LOGEAS Charlène	2 rue Alphonse Daudet	Lot n°6	Maison habitation

DECLARATIONS PREALABLES

N°	Date dépôt	Demandeur	Adresse	Réf cad	Objet
A 2047	08/09/2009	RONDINEAU Eric et Séverine	25 rue du Breil	F 839	panneaux solaires
A 2048	09/09/2009	LESCURAT Lionel et RIOU Sylvie	4 impasse du marais aux moines	G 2538	panneaux solaires
A 2049	10/09/2009	HUBIN Géraldine	11 impasse de la ville en bois	F 1520	Clôture + portail
A 2050	11/09/2009	TESSIER Patrice	61 rue de Pornic	G 1577	panneaux solaires
A 2051	23/09/2009	PRIN Jean Claude	3 Rue du Vigneau	G 1074	Clôture
A 2052	24/09/2009	SORIN Patricia	Le Bled Mignon	C 534	Modification ouvertures
A 2053	24/09/2009	BICHON Didier	34 rue de Pornic	G 1294	Mur Clôture
A 2054	24/09/2009	MORANTIN Michel	3 rue des Acacias	G 1225	panneaux solaires
A 2055	24/09/2009	FRANCHETEAU Yannick	25 Rue du Coudreau	F 1139	Mur Clôture
A 2056	28/09/2009	BOURIAUD Joseph et Monique	30 Les Chaussées	F 881	Division 2 lots à bâtir

Séance levée à 23 heures 10.